

Portrait d'un Internet dynamique et solidaire

Ces patrons mus par l'appât du don

Entrepreneurs sociaux ou éthiques, ils développent des activités privées fructueuses dans le domaine des nouvelles technologies... mais c'est pour le bien collectif.

Stephan Ramoin n'aime pas qu'on parle de lui, qu'on le montre en photo, qu'on fasse des effets d'annonces sur ses produits... autant dire qu'il n'est pas le plus facile à interviewer ! Pourtant, Stephan n'a rien à cacher. Son entreprise, Gandhi, est une référence dans le monde des services Internet et en particulier des noms de domaines. Elle jouit d'une excellente image sur la Toile, emploie près de 50 personnes, génère un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros et 1,3 million de bénéfices en 2007. Une société saine et des excédents qui lui permettent de financer des projets de développements. Pas de danseuses ni de fantaisies patronales, Stephan a des convictions, qu'il veut servir. Gandhi soutient ainsi activement, c'est-à-dire financièrement, techniquement, administrativement, humainement, une dizaine d'initiatives. *"Je n'ai pas envie d'attendre d'avoir accumulé une fortune pour me poser la question du don. Je veux agir tout de suite."*

Alors Gandhi donne, sans contrepartie. *"Nous ne prenons aucune participation dans le capital des entreprises que nous aidons",*



répond-il quand on le cherche sur le retour sur investissement. Si on insiste, il fait le calcul : en 2007, il estime avoir dépensé environ 500 000 € pour les autres, *Arrêt sur Images*, notamment. L'été dernier,

désolé de voir disparaître l'émission du paysage audiovisuel, il propose à Daniel Schneidermann, l'animateur du défunt programme, de porter son projet sur le Net. *"On a fait le business plan, défini le pro-*

PHOTOS DR

duit avec Schneidermann, on a même créé le site Web qui a permis la levée de fonds pour donner vie au projet." Depuis, le site Arrêt sur Images vit sa vie, loin de Gandi. Mais Stephan a cette satisfaction-là, d'avoir été à la genèse du site. Pour Yann Arthus-Bertrand et son association GoodPlanet, qui milite pour le développement durable, aussi. Gandi leur a acheté à ses frais une centaine de noms de domaines, héberge gratuitement le site sur ses machines et offre un conseil en stratégie afin que le message de l'association ait le plus d'impact possible. "Nous finançons des initiatives éthiques, concrètes, alternatives, qui correspondent à l'ADN de Gandi", précise le jeune chef d'entreprise. Et jusqu'en son sein, Gandi se démarque des entreprises privées classiques: le patron a plafonné son salaire depuis trois ans, n'a pas de voiture de fonction, ne connaît pas les notes de frais salées, tient absolument à ce que chacun de ses employés soit actionnaire de la société et, en neuf ans, n'a jamais versé un sou de dividendes - l'ensemble des bénéfices sont réinvestis dans la société.

La high-tech, c'est social !

Stephan n'est pas un saint "ni un luthérien", sourit-il, il essaie juste d'être un peu respectueux de tout. Le profil type de "l'entrepreneur social", dirait Tarik Ghezali, chargé de mission Programme "entrepreneurs sociaux" pour l'Agence de valorisation des initiatives socio-économiques (Avisé), s'il le connaissait: "L'Angleterre s'est essayée à définir l'entrepreneuriat social. En mettant l'accent sur la réinjection des excédents dans l'entreprise." Du coup, ce pays dispose de statistiques sur ces entreprises "sociales": il en compterait 55000, qui représenteraient un chiffre d'affaires de l'ordre de 4,5 milliards d'euros. En France, la définition fait encore débat et on ne sait compter pour l'instant que les associations, coopératives et mutuelles qui font vivre l'économie sociale: 800 000 entreprises, pour 2 millions de salariés.

Ce qu'on sait, en revanche, c'est que la high-tech, génératrice de forte valeur ajoutée, est un secteur

La phrase

"Il faut une économie forte pour un projet social fort."

Philippe Garcin, délégué régional du Réseau Entreprendre.



Une hiérarchie relativement plane, des salariés tous actionnaires de l'entreprise, pas de profits personnels tirés des bénéfices de l'entreprise, un investissement sans contrepartie sur des projets éthiques: Stephan Ramoin (assis au centre) a choisi l'entrepreneuriat social pour gérer Gandi.

porteur d'initiatives de partage. Un terrain que laboure assidûment Philippe Garcin, délégué régional de l'association de chefs d'entreprise Réseau Entreprendre, qui aide les créateurs de futures PME: "Entre 2004 et 2007, nous avons repéré et soutenu plus de soixante projets d'entrepreneuriat social", explique-t-il. Le principe fonctionne bien: 3 000 chefs d'entreprise aguerris (que l'on retrouve aussi au sein du Medef et autres associations patronales classiques) s'engagent à accompagner gratuitement ces projets éthiques ou du moins sociaux, sur une durée de trois ans. "Ces 'parains' trouvent dans Réseau Entreprendre des valeurs fortes qui leur sont chères, notamment la mise en avant de l'entrepreneuriat." Certains d'entre eux sont tentés de prendre une participation dans les projets qu'ils soutiennent... Mais ce n'est pas dans le contrat !

"Parmi les entrepreneurs sociaux, nous nous sommes spécialisés dans les entreprises qui embauchent des personnes loin de l'emploi", ajoute Philippe Garcin, qui cite des exemples: le Websourd, une société high-tech organisée en coopérative de production, qui salarie des personnes handicapées, ou encore StepSA, spécialisée dans la numérisation de documents, qui a mis ses processus technologiques pointus à la portée d'employés peu qualifiés. Mieux, parfois ces entreprises "sociales" se dupliquent elles-mêmes en créant leurs propres concurrents! Car leur objectif, ne l'oublions pas, n'est pas de gagner de l'argent pour le simple fait de s'enrichir, mais bien de faire bouger notre société. Faire circuler l'argent à contre-courant, en quelque sorte. Pour certains jeunes patrons, c'est devenu une urgence. •D.S.